



DISCOURS DU PREMIER MINISTRE, FRANÇOIS FILLON

Madame la présidente du Libéria,
Monsieur le Premier ministre, mon cher Tony,
Messieurs les ministres,
Mesdames et messieurs,

It's quite difficult to speak after Tony.

D'abord parce qu'on a beaucoup d'admiration pour son exceptionnel parcours politique. Ensuite parce qu'on a beaucoup d'admiration pour ce qu'il a fait, pendant 10 ans, à la tête du Gouvernement britannique. Parce qu'on a de l'admiration pour ce qu'il est en train de faire aujourd'hui au service de la paix au Proche-Orient. Mais aussi parce qu'il a un talent fou et un charme fou, et il est capable de décupler ce charme lorsqu'il parle français. Et je suis d'accord avec son ministre de l'Emploi sur ce point. Et si je voulais vraiment l'affronter à armes égales, je me mettrais aussi à parler anglais, car je suis sûr que quand je parle anglais, j'ai autant de charme que Tony Blair. Mais comme je suis aujourd'hui son hôte, et par respect pour lui, je vais vous parler français.

Je voudrais ensuite remercier et féliciter très chaleureusement Eric pour avoir eu l'idée d'organiser ce colloque, et c'est l'occasion pour moi de lui dire le bonheur que j'ai de travailler avec lui, depuis 18 mois, dans des fonctions qui ont quelque chose à voir avec Tony Blair. Car en effet, avant de constituer le Gouvernement avec Nicolas Sarkozy, avant même les élections présidentielles, j'étais allé passer 48 heures dans l'équipe de Tony Blair pour voir comment fonctionnait le Matignon britannique, même si la comparaison n'est pas tout à fait exacte. J'avais noté que dans l'équipe de Tony, il y avait autant de hauts fonctionnaires que de politiques, il y avait autant d'hommes de l'administration en charge des dossiers, que d'hommes en charge de la prospective, de la réflexion, de la réflexion transversale. Dire que j'ai réussi à mettre en place ce système à Matignon serait un peu prétentieux, mais la tentative, la première tentative, c'est la nomination d'un secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la Prospective. Merci Eric du travail remarquable que tu as fait et ne considérez pas ces félicitations comme le signe de la fin de notre collaboration.

Alors le titre du colloque - c'était la question que je posais, hier soir - n'était-il pas un peu ambitieux ? "Un nouveau monde, nouveau un capitalisme" : au fond à chaque fois qu'une crise survient, on est tous prompts à réinventer complètement le futur. Franchement, je ne le crois pas.

Nous sommes passés à deux doigts d'une catastrophe, nous sommes passés à deux doigts d'un krach financier mondial, qui aurait pu avoir des conséquences bien plus dramatiques que celles que nous devons déjà affronter, si des mesures n'avaient été rapidement prises, c'est-à-dire si le système financier, le système bancaire n'avait pas été sauvé. Et nous sommes maintenant, du fait de cette

crise financière, plongés dans une des crises économiques les plus sévères depuis les années 30, ce que Tony Blair décrivait hier comme un "tsunami économique".

Eh bien, mesdames et messieurs, si cette situation ne constitue pas le signe d'un monde ancien qui est en train de s'effondrer, si cette période de tous les dangers ne provoque pas chez nous un sursaut de lucidité et d'audace, alors je vous pose la question : quelle catastrophe supplémentaire faudra-t-il que nous subissions pour que nous soyons enfin capables de repenser notre société contemporaine ?

Nous vivons un basculement dont l'Histoire a le secret, un de ces moments où des tendances de fond sont à l'œuvre.

On peut dire, je crois, qu'après cette crise, rien ne sera tout à fait comme avant. Il sera impossible de faire comme si rien ne s'était passé. Et si par malheur les forces du statu quo, les forces de l'immobilisme dont on sait à quel point elles sont puissantes, les forces de l'habitude supplanteraient celles de l'audace et de l'action, alors je vous le dis, les épreuves que nous traversons actuellement ressurgiront un jour, et elles ressurgiront avec une violence bien plus brutale encore qu'aujourd'hui.

Il ne s'agit pas, et je crois que c'est le consensus auquel vous êtes arrivés, de remettre en cause la force créatrice du capitalisme et de l'économie de marché, qui ont démontré qu'ils étaient les meilleurs moyens de produire des richesses et donc du progrès. Mais il serait en même temps irresponsable de sous-estimer les failles dangereuses et parfois même scandaleuses d'un système mal régulé, d'un système peu responsable et d'un système largement dépourvu d'éthique.

C'est à nous de tirer les leçons de nos propres erreurs. _ Et c'est à nous maintenant de remettre en cause nos certitudes les plus enracinées.

Alors, c'est vrai que cet effort est difficile. Et il est difficile parce que le système dont nous constatons les dérives, c'est le nôtre !

Et je veux dire qu'ici, tous, de droite comme de gauche, nous l'avons, d'une façon différente, mais nous l'avons tous, assumé. Il est vrai que l'échec flagrant du communisme, nous avait autorisé à penser que la victoire incontestée du capitalisme légitimait certains de ses manquements et certains de ses écarts. Tous, nous avons péché par excès de confiance.

Pour tout dire, certains, et ils furent nombreux, ont cru de bonne foi que l'Histoire était finie !

Or l'Histoire n'est jamais close. Et aujourd'hui, la voici qui nous bouscule et qui nous défie intellectuellement et politiquement.

Tout ce qui a été dit ici pendant deux jours doit donc nous aider à réinventer le capitalisme.

Soyons francs et lucides parce que c'est encore le meilleur moyen d'être fidèle aux vraies vertus de l'économie de marché.

Ce que nous payons aujourd'hui, c'est le prix de l'imprévoyance, c'est le prix de l'irresponsabilité, le règne des joueurs, des escrocs et des faussaires. Ce n'est pas cela le capitalisme ! Ce ne peut être cela ! La voie de l'avenir, c'est un capitalisme de responsabilité, c'est un "capitalisme responsable". C'est un capitalisme où chacun assume les conséquences des risques qu'il prend librement, et où nul ne peut s'en décharger sur le reste de la société.

C'est un capitalisme où l'échange doit être source d'enrichissement mutuel et pas d'exploitation.

C'est un capitalisme où la fortune des plus doués doit faire le progrès des plus défavorisés.

C'est un capitalisme où le monopole et la rente ne doivent pas résister à une concurrence saine.

C'est un capitalisme où les inégalités ne doivent pas perdurer de génération en génération.
C'est un capitalisme où l'égalité des chances est rendue possible par l'égalité des droits.
C'est un capitalisme qui n'hypothèque pas l'avenir de la planète et qui investit dans le futur.
C'est un capitalisme où l'arbitre est l'Etat parce que l'Etat est le mieux placé pour arbitrer entre les exigences du long terme et les pulsions du court terme.

En vous disant tout cela, j'ai le sentiment de ne pas être complètement infidèle aux fondements de mon engagement politique : c'est-à-dire - pardon si j'utilise un mot qui va vous apparaître démodé - à celui du gaullisme. Je pense même que le gaullisme est assez actuel parce qu'il est une façon de rester maître de l'intérêt national, que l'on est en même temps capables de conjuguer avec l'intérêt européen et les nécessaires équilibres mondiaux.

C'est une façon d'agir pour l'avenir, comme notre pays l'avait fait lorsque nous avons accompli l'un des choix les plus stratégiques pour notre avenir, qui avait été le choix de l'énergie nucléaire. Et d'ailleurs, je me permets de vous raconter à cet effet une anecdote. Aujourd'hui, deux des grandes forces de la France sont : l'indépendance énergétique et dans une moindre mesure ses trains à grande vitesse. Ce sont deux décisions qui ont été prises dans la plus grande confidentialité, dans un conseil restreint, même pas dans un Conseil des ministres et qui n'ont d'ailleurs jamais été débattues par le Parlement. Dans le même Conseil restreint (peu de temps avant la mort de Georges Pompidou) il a été décidé de lancer l'ensemble du plan électronucléaire français et la construction des premières lignes de train à grande vitesse. C'est dire si l'Etat peut parfois prendre des décisions qui sont des décisions d'avenir et des décisions stratégiques. Le gaullisme, c'est aussi - et j'essayais de l'évoquer hier soir - la synthèse entre l'efficacité économique, le capitalisme, et la justice sociale. Pour tout dire, c'est une certaine idée de la condition humaine dressée face aux forces dissolvantes et destructrices de l'Histoire.

Repenser la condition humaine et conduire l'Histoire avant qu'elle ne vous conduise contre votre propre gré : voilà notre défi.

Face aux désordres du monde, notre premier impératif est de mettre en place une nouvelle coopération internationale, pour éviter les tentations contreproductives, comme celle du protectionnisme.

L'enseignement des crises précédentes, et en particulier celui de la Grande crise des années 1930 est de ce point de vue extrêmement clair : les guerres commerciales conduisent toujours à la ruine collective. Aujourd'hui, tous les membres du G20 doivent respecter les engagements qui ont été pris dans ce sens à Washington, le 15 novembre dernier.

Hier, le Président Obama a annoncé un plan de relance exceptionnel de l'économie américaine. Les Etats-Unis prennent réellement conscience de la gravité de la situation. Mais il faut aussi qu'ils prennent conscience que seule une coopération internationale renouvelée permettra de la surmonter.

Le message de l'Europe à l'Amérique, c'est celui-ci : nous vivons la première crise réelle et généralisée de la mondialisation. C'est un avertissement qui nous dicte de repenser le monde, et non pas de le rafistoler à la marge.

La France veut être au cœur de cette ambition.

Elle a proposé, et ceci bien avant la crise qui vient de survenir, l'extension progressive du G8 aux grands pays émergents, pour évoluer vers un G13 ou G14. Elle a été à l'origine de la réunion du sommet du G20 de Washington.

Elle soutient le processus de réforme du Conseil de sécurité des Nations unies. Et elle a joué un rôle moteur dans la réforme des droits de vote au sein du Fonds Monétaire International.

Si nous le faisons, c'est parce que nous pensons que la mondialisation est allée plus vite que la politique, et qu'il faut aujourd'hui proposer, en somme, que la politique revienne au centre du système international. Ce système n'a pas changé depuis longtemps, et cela malgré le fait que presque tout autour de lui ait changé :

- la chute du Mur de Berlin qui a annoncé la fin de l'alternative marxiste ;
- l'émergence de nouvelles puissances qui contestent aujourd'hui le statut dominant des vieilles nations industrielles ;
- la révolution des technologies de l'information et de la communication dont nous avons tous passé l'essentiel de notre temps à dire qu'elle était fondamentale mais en réalité, sans en tirer aucune conclusion, aucune conséquence dans les modifications nécessaires de notre organisation.

Et puis permettez-moi d'y ajouter le 11 septembre 2001 qui n'était rien d'autre qu'une tentative avortée mais signifiante d'embraser le monde contemporain.

Et voici pour finir, la crise financière et économique, cette crise systématique qui vient nous frapper en plein cœur.

Mesdames et messieurs, le G20 ne doit pas rester une lettre morte.

Ces efforts doivent déboucher, lors du sommet de Londres, sur des mesures concrètes : c'est-à-dire sur la soumission des activités de crédit aux réglementations définies à Bâle, c'est-à-dire sur la régulation des hedge funds systémiques, c'est-à-dire sur l'harmonisation des fonds propres des banques, sur l'encadrement de la titrisation, sur la lutte contre la procyclicité des normes comptables, sur la régulation des agences de notation et des pratiques de rémunération.

Enfin, il faut que cette réunion soit l'occasion d'engager un combat sans merci contre les paradis fiscaux qui accentuent l'enfer de tous les autres.

Il faut les soumettre aux mêmes règles que l'ensemble des places financières, ainsi qu'à des règles communes de coopération fiscale.

Notre ambition est claire : aucune entreprise, aucune institution, aucun agent économique, aucun acteur du marché ne saurait se soustraire à la régulation ou à la supervision et faire peser un risque irresponsable sur l'ensemble de la collectivité.

Mais mes chers amis, nous ne pouvons pas nous limiter à la finance mondiale et à sa régulation. L'énergie, le climat, le développement des pays pauvres : ces biens publics mondiaux exigent une impulsion renforcée.

Je voudrais d'abord dire un mot de l'énergie.

Parce que les fluctuations excessives de son prix ont accentué incontestablement la crise actuelle. Il faut que nous mettions en place de nouveaux mécanismes pour maîtriser ces fluctuations.

Nous devons repenser de fond en comble les relations entre les producteurs et les consommateurs. Nous devons concevoir des outils de régulation qui n'existent pas aujourd'hui.

Les rencontres de Djeddah et de Londres ont permis d'établir le dialogue : eh bien je pense que nous nous devons aller plus loin.

Le prix du baril de pétrole ne peut plus seulement être indexé sur le simple jeu de l'offre et de la demande ! Il est de l'intérêt de tous de disposer d'une plus grande visibilité sur les prix pour échapper aux fluctuations erratiques que nous avons connues.

Il nous faut examiner la faisabilité d'engagements de moyen terme des pays consommateurs d'énergie sur les prix d'achat qui viendraient en contrepartie d'engagements des producteurs sur la réalisation d'investissements, sur le maintien d'une offre stable et d'une plus grande transparence des coûts de production.

Cela permettrait ainsi à chacun de disposer d'une vision de moyen terme indispensable pour conforter les investissements tant en matière énergétique qu'industrielle.

C'est une proposition que Gordon Brown a faite lors du dernier Conseil européen. C'est une proposition que nous soutenons et qui nous paraît être une voie extrêmement prometteuse pour améliorer la stabilité des marchés mondiaux.

Nous devons, par ailleurs, assurer la sécurité des approvisionnements énergétiques. Notre réponse à la crise gazière actuelle doit être claire, elle doit être européenne, elle doit être solidaire.

L'Europe devait impérativement parler d'une seule voix pour ne plus être l'otage de la crise russo-ukrainienne. Des observateurs européens vont être envoyés sur place, et je veux appeler solennellement les deux parties à respecter scrupuleusement leurs engagements à notre égard.

Mais je veux dire aussi que le principe d'une solidarité énergétique, notamment entre les membres de l'Union européenne, doit s'appliquer. Nous devons promouvoir une approche européenne commune, notamment en matière de diversification des approvisionnements, de façon à réduire notre dépendance, et à mieux maîtriser l'énergie pour limiter nos consommations.

La lutte contre le changement climatique est un sujet global qui appelle par excellence, une réponse mondiale.

L'Union européenne, sous la présidence française, après les engagements très ambitieux qui avaient été pris par la présidence allemande, a montré l'exemple, avec l'adoption du paquet énergie-climat. C'est un plan d'action sans précédent. Il permettra à l'Union européenne d'atteindre d'ici 2020 l'objectif ambitieux des "3 fois 20" : réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre, amélioration de 20 % de l'efficacité énergétique, et augmentation de 20 % de la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique de l'Union.

C'est un accord historique parce que c'est la première fois qu'un continent tout entier décide, de son propre chef, et pas sous la pression des événements, de se doter d'un système contraignant pour réduire sa consommation d'énergie et pour atteindre des objectifs aussi ambitieux.

L'Europe a montré la voie ! Naturellement, elle ne pourra pas lutter seule contre le réchauffement climatique. Il est donc urgent que les autres grands acteurs s'engagent. Ce sera tout l'enjeu du grand rendez-vous prochain de Copenhague, dont chacun comprend bien qu'il dépendra pour une très large part de l'attitude des Etats-Unis.

Enfin, ce nouveau monde que nous recherchons, il ne peut pas être fondé sur le moins-disant social.

Les Etats membres de L'Organisation Internationale du Travail se sont engagés en 1998 à respecter les droits fondamentaux au travail : la liberté syndicale, la lutte contre les discriminations, l'interdiction du travail forcé, l'élimination du travail des enfants. Il faut que ces engagements soient tenus, et ils sont au cœur du sujet dont vous avez débattu depuis 48 heures.

Tous les pays peuvent et doivent encourager les bonnes pratiques des entreprises en matière de "responsabilité sociale".

L'Agence Française de Développement va mettre en place, avec des entreprises partenaires, une fondation pour l'entreprise responsable.

Elle aura pour objectif de promouvoir les bonnes pratiques des entreprises dans les pays émergents.

C'est une initiative qui est encore unique en Europe.

Je souhaite qu'elle dépasse rapidement le cadre français. Et je souhaite, dans cet esprit, l'adoption d'une norme internationale en matière de responsabilité sociale des entreprises, comme il en existe déjà en matière de sécurité des produits ou en matière de qualité des process.

Au G20, la France a plaidé, avec le président de l'Afrique du Sud, pour que l'Afrique ne soit pas oubliée. L'Union européenne représente 60 % de l'aide publique au développement mondial. Il faut, malgré la situation budgétaire extrêmement contrainte que nous allons connaître en 2009, que l'ensemble des pays de l'Union européenne, et la France le fera, maintienne son effort d'aide publique au développement entre 2009 et 2011.

L'aide publique est essentielle, mais vous savez bien que l'aide publique n'est qu'une fraction des flux financiers qui soutiennent le développement. La solidarité n'est pas seulement l'affaire des Etats. Les citoyens et les entreprises françaises donnent 6 milliards d'euros par an aux organismes caritatifs et culturels.

Mon gouvernement veut encourager cette générosité privée. Depuis la loi de modernisation de l'économie de l'été dernier, la France dispose du système fiscal le plus incitatif d'Europe, et peut-être du monde, en matière de mécénat et de générosité financière.

Il faut aussi encourager et faciliter le flux de financement privés, en particulier les flux d'investissements et les transferts de migrants.

C'est la raison pour laquelle la France vient de lancer une initiative d'un montant de 2,5 milliards d'euros visant à favoriser le développement des entreprises privées en Afrique sub-saharienne, en élargissant leur accès au financement par des prêts, des garanties, des accords avec des banques locales. Plus de 2.000 entreprises seront ainsi soutenues et 300.000 emplois créés.

Mesdames et Messieurs,

Les grandes mutations historiques, on le sait maintenant, n'obéissent à aucun déterminisme, elles n'obéissent à aucune loi dialectique abstraite. L'Histoire est ce qu'en font les hommes. Elle se nourrit de leur pensée, elle se nourrit de leur volonté. En ce sens et à sa mesure, ce colloque aura contribué à éclairer les décisions nécessaires que nous allons devoir prendre. Si ce n'est pas nous qui réinventons notre monde, alors d'autres acteurs s'engouffreront dans la voie de la démagogie et de la contestation radicale.

A l'évidence, cette refondation du système capitaliste et international n'est ni de droite ni de gauche. Et Tony a eu raison de dire tout à l'heure que "les vieilles grilles de lecture sont démodées".

"Nouveau monde, nouveau capitalisme" ; alors est-ce que l'intitulé de ce colloque était trop idéaliste ? Est-ce que les forces du statu quo auront, une nouvelle fois encore, raison de nos ambitions ? C'est un risque réel, c'est un risque qu'il nous appartient de surmonter avec détermination et avec courage.

Mesdames et Messieurs,

Entre le monde d'hier et celui de demain, il y a la volonté politique qui n'est autre que la volonté de choisir notre destin.

Par vos réflexions et vos propositions, je veux vous dire que la France en tout cas se mettra en situation d'agir, et pour cela, je veux que vous en soyez tous remerciés.